

**Arrêté préfectoral portant autorisation environnementale
Société REVOCOAT FRANCE
Commune de Saint-Just-en-Chaussée**

LE PRÉFET DE L'OISE
Chevalier de l'ordre national du Mérite
Officier des Arts et des Lettres

Vu le Code de l'environnement et notamment son titre VIII du livre Ier, ses titres I et II du livre II et son titre 1er du livre V ;

Vu la nomenclature des installations classées prise en application de l'article L. 511-2 et la nomenclature des installations, ouvrages, travaux et activités soumis à autorisation ou à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-6 ;

Vu le décret du 6 novembre 2024 portant nomination de M. Jean-Marie CAILLAUD en qualité de Préfet de l'Oise ;

Vu l'arrêté du 30 juin 1997 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2565 : Métaux et matières plastiques (traitement des) pour le dégraissage, le décapage, la conversion, le polissage, la métallisation, etc., par voie électrolytique, chimique, ou par emploi de liquides halogénés ;

Vu l'arrêté du 2 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

Vu l'arrêté du 13 juillet 1998 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous l'une ou plusieurs des rubriques n°s 4120, 4130, 4140, 4150, 4738, 4739 ou 4740 ;

Vu l'arrêté du 23 décembre 1998 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous l'une ou plusieurs des rubriques n°s 4510, 4741 ou 4745 ;

Vu l'arrêté du 14 janvier 2000 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2660 ou n° 2661 (Fabrication, régénération ou transformation de polymères [matières plastiques, caoutchouc, élastomères, résines et adhésifs synthétiques]) ;

Vu l'arrêté du 2 mai 2002 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous la rubrique n° 2940 ;

Vu l'arrêté du 19 décembre 2008 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous la rubrique n° 1434 ;

Vu l'arrêté du 2 octobre 2009 relatif au contrôle des chaudières dont la puissance nominale est supérieure à 400 kilowatts et inférieure à 20 mégawatts ;

Vu l'arrêté du 4 octobre 2010 modifié relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

Vu l'arrêté du 26 mai 2014 relatif à la prévention des accidents majeurs dans les installations classées mentionnées à la section 9, chapitre V, titre Ier du livre V du Code de l'environnement ;

Vu l'arrêté du 5 décembre 2016 relatif aux prescriptions applicables à certaines installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration ;

Vu l'arrêté du 11 avril 2017 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique n° 1510 ;

Vu l'arrêté du 3 août 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration au titre de la rubrique n° 2910 ;

Vu l'arrêté du 22 octobre 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2260 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté du 9 avril 2019 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration avec contrôle périodique sous la rubrique n° 2564 (nettoyage, dégraissage, décapage de surfaces par des procédés utilisant des liquides organohalogénés ou des solvants organiques) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté du 13 décembre 2019 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique n° 1978 (installations et activités utilisant des solvants organiques) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral du 8 décembre 2025 portant délégation de signature à M. Frédéric BOVET, Secrétaire général de la préfecture de l'Oise ;

Vu les actes antérieurement délivrés à la société DOW FRANCE pour l'établissement qu'il exploite sur le territoire de la commune de Saint-Just-en-Chaussée et en particulier l'arrêté préfectoral d'autorisation du 31 mars 2006 ;

Vu le récépissé de changement d'exploitant du 2 février 2015 au profit de la société REVOCOAT FRANCE ;

Vu le Schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux du bassin Seine-Normandie approuvé par arrêté du 23 mars 2022 ;

Vu le Schéma d'aménagement et de gestion des eaux du bassin versant de La Brèche approuvé par arrêté du 25 novembre 2021 ;

Vu la demande du 13 janvier 2025, présentée par la société REVOCOAT FRANCE dont le siège social est situé Zone industrielle nord sur le territoire de la commune de Saint-Just-en-Chaussée (60130), à l'effet d'obtenir l'autorisation d'exploiter une installation de fabrication de produits destinées à la protection des carrosseries automobiles située à la même adresse ;

Vu les compléments apportés par le pétitionnaire à cette demande le 24 juin 2025 ;

Vu les avis exprimés par les différents services et organismes consultés en application des articles R. 181-18 à R.181-32 du Code de l'environnement ;

Vu l'avis de l'Autorité Environnementale du 1^{er} avril 2025 ;

Vu la décision du 19 février 2025 du président du Tribunal administratif d'Amiens, portant désignation du commissaire-enquêteur ;

Vu l'avis de consultation du public par voie électronique se déroulant du 4 avril 2025 au 4 juillet 2025 inclus ;

Vu l'accomplissement des formalités d'affichage réalisé dans ces communes de l'avis au public ;

Vu la publication du 17 mars 2025 et 18 mars 2025 de cet avis dans deux journaux locaux ;

Vu le registre d'enquête et l'avis du commissaire enquêteur ;

Vu les avis émis par le conseil municipal de la commune de Saint-Just-en-Chaussée ;

Vu l'accomplissement des formalités de publication sur le site internet de la préfecture ;

Vu l'avis de l'ARS du 15 juillet 2025 ;

Vu l'avis du SDIS 60 du 28 juillet 2025 ;

Vu le rapport et les propositions en date du 20 octobre 2025 de l'inspection des installations classées ;

Vu l'avis du 19 novembre 2025 du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques au cours duquel le demandeur a été entendu ;

Vu le projet d'arrêté porté le 2 décembre 2025 à la connaissance de l'exploitant ;

Vu le retour d'observations de l'exploitant le 19 décembre 2025 ;

Considérant ce qui suit :

1. le projet déposé par le pétitionnaire relève de la procédure d'autorisation environnementale ;
2. la qualité, la vocation et l'utilisation des milieux environnants, et en particulier la présence d'habitations aux abords du site projeté ;
3. en application des dispositions de l'article L. 181-3 du Code de l'environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;
4. les mesures imposées à l'exploitant tiennent compte des résultats des consultations menées en application des articles R. 181-18 à R. 181-32, des observations des collectivités territoriales intéressées par le projet et des services déconcentrés et établissements publics de l'État et sont de nature à prévenir les nuisances et les risques présentés par les installations ;
5. les consultations effectuées n'ont pas mis en évidence la nécessité de faire évoluer le projet initial et que les mesures imposées à l'exploitant sont de nature à prévenir les nuisances et les risques présentés par les installations ;
6. les mesures d'évitement, réduction et de compensation prévues par le pétitionnaire ou édictées par l'arrêté sont compatibles avec les prescriptions d'urbanisme ;

7. les conditions légales de délivrance de l'autorisation sont réunies ;

Le pétitionnaire entendu ;

Sur proposition du Secrétaire général de la préfecture de l'Oise,

ARRÊTE

TITRE 1 - PORTÉE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GÉNÉRALES

CHAPITRE 1.1 - BÉNÉFICIAIRE ET PORTÉE DE L'AUTORISATION

ARTICLE 1.1.1 - EXPLOITANT TITULAIRE DE L'AUTORISATION

La société REVOCOAT FRANCE, (SIRET 805 385 556 00016), dont le siège social est situé Zone industrielle nord sur le territoire de la commune de Saint-Just-en-Chaussée (60130) est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, à exploiter à la même adresse, les installations détaillées dans les articles suivants.

ARTICLE 1.1.2 - LOCALISATION ET SURFACE OCCUPÉE PAR LES INSTALLATIONS

Les installations autorisées sont situées sur les communes, parcelles et lieux-dits suivants :

Commune	Parcelles
Saint-Just-en-Chaussée	Section AE, parcelles n° 346, 347, 370, 381, 497 et 501

ARTICLE 1.1.3 - INSTALLATIONS VISÉES PAR LA NOMENCLATURE ET SOUMISES À DÉCLARATION, ENREGISTREMENT OU AUTORISATION

À l'exception des dispositions particulières visées au chapitre 8 du présent arrêté, celui-ci s'applique sans préjudice des différents arrêtés ministériels de prescriptions générales applicable aux rubriques ICPE et IOTA listées au 1.2 ci-dessous.

CHAPITRE 1.2 - NATURE DES INSTALLATIONS

Les installations exploitées relèvent des rubriques ICPE suivantes :

Rubrique ICPE	Libellé simplifié de la rubrique	Nature de l'installation et quantité autorisée	Régime (*)
1450-1	Solides inflammables (stockage ou emploi de). La quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant : 1. Supérieure ou égale à 1 t	Matières premières concernées : Expancel 093 DU 120 Expancel 930 DU 120 Total : 4 t	A
2660-a	Polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) (fabrication ou régénération), à l'exclusion des activités classées au titre de la rubrique n° 3410. La capacité de production étant : a) Supérieure à 10 t/j	Production maximale de 45 000 t/an, soit 205 t/j	A
4001	Installations présentant un grand nombre de substances ou mélanges dangereux et vérifiant la règle de cumul seuil bas ou la règle de cumul seuil haut mentionnées au II de l'article R. 511-11		A

Rubrique ICPE	Libellé simplifié de la rubrique	Nature de l'installation et quantité autorisée	Régime (*)
4511-1	Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie chronique 2. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : 1. Supérieure ou égale à 200 t	Matières premières : 35 t Produits finis : 240 t Zone prison : 80 t Déchets (butyl, PVC) et purges/grattages : 25 t Total 380 t	A
1510-2b	Entrepôts couverts (installations, pourvues d'une toiture, dédiées au stockage de matières ou produits combustibles en quantité supérieure à 500 tonnes), à l'exception des entrepôts utilisés pour le stockage de matières, produits ou substances classés, par ailleurs, dans une unique rubrique de la présente nomenclature, des bâtiments destinés exclusivement au remisage des véhicules à moteur et de leur remorque, des établissements recevant du public et des entrepôts exclusivement frigorifiques. 2. Autres installations que celles définies au 1, le volume des entrepôts étant : b) Supérieur ou égal à 50 000 m ³ mais inférieur à 900 000 m ³	Atelier BPF : 4 400 m ³ Hangar 2 : 1 800 m ³ Hangar 3 : 5 100 m ³ Hangar 4 : 4 875 m ³ Hangar 5 : 6 500 m ³ Hangar 6 : 1 750 m ³ Hangar 7 : 900 m ³ Auvent parc à déchets : 1 890 m ³ Auvent logistique : 6 500 m ³ Auvent stockage : 776 m ³ Ateliers 1,2 et 3, Magasin MP : 78 100 m ³ Magasin PF : 24 500 m ³ Volume total de 137 131 m³ Quantité maximale : 800 t	E
2260-1a	Broyage, concassage, criblage, déchiquetage, ensachage, pulvérisation, trituration, granulation, nettoyage, tamisage, blutage, mélange, épluchage, décortication ou séchage par contact direct avec les gaz de combustion des substances végétales et de tous produits organiques naturels, à l'exclusion des installations dont les activités sont réalisées et classées au titre de l'une des rubriques n ^{os} 2101, 2102, 2111, 2140, 2150, 2160, 2170, 2220, 2240, 2250, 2251, 2265, 2311, 2315, 2321, 2330, 2410, 2415, 2420, 2430, 2440, 2445, 2714, 2716, 2718, 2780, 2781, 2782, 2790, 2791, 2794, 3610, 3620, 3642 ou 3660 : 1. Pour les activités relevant du travail mécanique, la puissance maximale de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation étant : a) Supérieure à 500 kW	Malaxage, agitation des produits Atelier PVC : puissance de 1 700 kW Atelier ferrage : puissance de 1 450 kW Machines BFP Mastermix : puissance de 270 kW Total de 3 420 kW	E

Rubrique ICPE	Libellé simplifié de la rubrique	Nature de l'installation et quantité autorisée	Régime (*)
1434-1	<p>Liquides inflammables, liquides de point éclair compris entre 60° C et 93° C (1), fiouls lourds et pétroles bruts, à l'exception des liquides mentionnés à la rubrique n° 4755 et des autres boissons alcoolisées (installation de remplissage ou de distribution, à l'exception des stations-service visées à la rubrique n° 1435).</p> <p>1. Installations de chargement de véhicules citernes, de remplissage de récipients mobiles, le débit maximum de l'installation étant :</p> <p>b) Supérieur ou égal à 5 m³/h, mais inférieur à 100 m³/h</p>	Débit maximum 16,3 m³/h	DC ⁽²⁾
1978-17	<p>Solvants organiques (installations et activités mentionnées à l'annexe VII de la directive 2010/75/UE du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles (prévention et réduction intégrées de la pollution) utilisant des) :</p> <p>17. Fabrication de mélanges pour revêtements, de vernis, d'encre et de colle, lorsque la consommation de solvant (1) est supérieure à 100 t/an</p> <p>(1) <i>Quantité totale de solvants organiques utilisée dans une installation par année, moins les composés organiques volatils récupérés en vue de leur réutilisation.</i></p>	1 200 t/an	D
2564-1b	<p>Nettoyage, dégraissage, décapage de surfaces par des procédés utilisant des liquides organohalogénés ou des solvants organiques, à l'exclusion des activités classées au titre de la rubrique n° 3670.</p> <p>1. Hors procédé sous vide, le volume des cuves affectées au traitement étant :</p> <p>b) Supérieur à 20 l mais inférieur ou égal à 1 500 l pour les solvants organiques à mention de danger H340, H350, H350i, H360D, H360F ou les liquides organohalogénés à mention de danger H341 ou H351, au sens du règlement (CE) n°1272/2008 du Parlement européen et du Conseil du 16 décembre 2008 relatif à la classification, à l'étiquetage et à l'emballage des substances et des mélanges, modifiant et abrogeant les directives 67/548/CEE et 1999/45/CE et modifiant le règlement (CE) n° 1907/2006</p>	<p>Nettoyage des outils</p> <p>Volume du bain : 180 l</p>	DC ⁽²⁾

Rubrique ICPE	Libellé simplifié de la rubrique	Nature de l'installation et quantité autorisée	Régime (*)
2565-2b	Revêtement métallique ou traitement (nettoyage, décapage, conversion dont phosphatation, polissage, attaque chimique, vibro-abrasion, etc.) de surfaces par voie électrolytique ou chimique, à l'exclusion des activités classées au titre des rubriques n ^{os} 2563, 2564, 3260 ou 3670. 2. Procédés utilisant des liquides, le volume des cuves affectées au traitement étant : b) Supérieur à 200 l, mais inférieur ou égal à 1 500 l	Dépose de cataphorèse sur plaques métalliques pour le contrôle des produits finis. Le volume de cataphorèse est inférieur à 720 l	DC ⁽²⁾
2640-b	Colorants et pigments organiques, minéraux et naturels (fabrication ou emploi de) à l'exclusion des activités classées au titre de la rubrique n° 3410. La quantité de matière fabriquée ou utilisée étant : b) supérieure ou égale à 200 kg/j, mais inférieure à 2 t/j	Emploi et stockage de colorants et pigments 1,9 t/j	D
2661-1c	Polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) (transformation de) 1. Par des procédés exigeant des conditions particulières de température ou de pression (extrusion, injection, moulage, segmentation à chaud, vulcanisation, etc.), la quantité de matière susceptible d'être traitée étant : c) Supérieure ou égale à 1 t/j, mais inférieure à 10 t/j	Atelier pièces (extrusion) 5 t/j	D
2661-2b	Polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) (transformation de) 2. Par tout procédé exclusivement mécanique (sciage, découpage, meulage, broyage, etc.), la quantité de matière susceptible d'être traitée étant : b) Supérieure ou égale à 2 t/j, mais inférieure à 20 t/j	Butyl 7,5 t/j	D

Rubrique ICPE	Libellé simplifié de la rubrique	Nature de l'installation et quantité autorisée	Régime (*)
2910-A2	<p>Combustion à l'exclusion des activités visées par les rubriques n°s 2770, 2771, 2971 ou 2931 et des installations classées au titre de la rubrique n° 3110 ou au titre d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes</p> <p>A. Lorsque sont consommés exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du biométhane, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds, de la biomasse telle que définie au a) ou au b) i) ou au b) iv) de la définition de la biomasse, des produits connexes de scierie et des chutes du travail mécanique de bois brut relevant du b) v) de la définition de la biomasse, de la biomasse issue de déchets au sens de l'article L. 541-4-3 du Code de l'environnement, ou du biogaz provenant d'installations classées sous la rubrique n° 2781-1, si la puissance thermique nominale totale de l'installation de combustion est :</p> <p>2. Supérieure ou égale à 1 MW, mais inférieure à 20 MW</p>	<p>Chaudière vapeur : 279 kW Générateurs d'air chaud ateliers : 1 650 kW Générateur d'air chaud stockage MP et atelier pièces : 550 kW 2 chaudières eau chaude : 900 kW 2 générateurs d'air chaud entrepôt : 1 100 kW</p> <p>Puissance totale 4,48 MW</p>	DC ⁽²⁾
2915-2	<p>Chauffage (procédés de) utilisant comme fluide caloporteur des corps organiques combustibles</p> <p>2. Lorsque la température d'utilisation est inférieure au point éclair des fluides, la quantité totale de fluides présente dans l'installation (mesurée à 25 °C) étant supérieure à 250 l</p>	<p>2 centrales mobiles Quantité totale de fluides : 450 l</p> <p>point éclair de l'huile > 350 °C température d'utilisation : 120 °C</p>	D
2940-2b	<p>Vernis, peinture, apprêt, colle, enduit, etc. (application, revêtement, laquage, stratification, imprégnation, cuisson, séchage de) sur support quelconque à l'exclusion des installations dont les activités sont classées au titre des rubriques n°s 2330, 2345, 2351, 2360, 2415, 2445, 2450, 2564, 2661, 2930, 3450, 3610, 3670, 3700 ou 4801.</p> <p>2. Lorsque l'application est faite par tout procédé autre que le « trempé » (pulvérisation, enduction, autres procédés), la quantité maximale de produits susceptible d'être mise en œuvre étant :</p> <p>b) Supérieure à 10 kg/j, mais inférieure ou égale à 100 kg/j</p>	<p>Cabine peinture R&D 90 kg/j</p>	DC ⁽²⁾

Rubrique ICPE	Libellé simplifié de la rubrique	Nature de l'installation et quantité autorisée	Régime (*)
4140-1b	Toxicité aiguë catégorie 3 pour la voie d'exposition orale (H301) dans le cas où ni la classification de toxicité aiguë par inhalation ni la classification de toxicité aiguë par voie cutanée ne peuvent être établies, par exemple en raison de l'absence de données de toxicité par inhalation et par voie cutanée concluantes. 1. Substances et mélanges solides. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : b) Supérieure ou égale à 5 t, mais inférieure à 50 t	LUVOMAX MBI OC EKALAND DPG C Quantité maximale : 7,1 t	D
4150-2	Toxicité spécifique pour certains organes cibles (STOT) exposition unique catégorie 1. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : 2. Supérieure ou égale à 5 t, mais inférieure à 20 t	Resorcinol : 6 t Emballages souillés vides : 0,24 t Quantité maximale : 6,24 t	D
4510-2	Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie aiguë 1 ou chronique 1. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : 2. Supérieure ou égale à 20 t mais inférieure à 100 t	Matières premières : 40 t	DC ⁽²⁾

(*) A (autorisation), E (Enregistrement), D (Déclaration), DC (Déclaration avec contrôle périodique)

(2) En application de l'article R. 512-55 du code de l'environnement, les installations DC ne sont pas soumises à l'obligation de contrôle périodique car elles sont incluses dans un établissement qui comporte au moins une installation soumise au régime de l'autorisation ou de l'enregistrement.

Elles relèvent également des rubriques loi sur l'eau suivantes :

Rubrique IOTA	Libellé simplifié de la rubrique	Volume de l'activité	Régime (*)
2.1.5.0	Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant : 2° Supérieure à 1 ha mais inférieure à 20 ha	Surface : 1,19 ha	D

(*) D (Déclaration)

ARTICLE 1.2.1 - RÉGLEMENTATION SEVESO

L'établissement relève du statut « seuil bas » au titre des dispositions de l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 relatif à la prévention des accidents majeurs dans les installations classées mentionnées à la section 9, chapitre V, titre Ier du livre V du Code de l'environnement.

L'établissement est seuil bas par dépassement direct d'un seuil tel que défini au point I de l'article R. 511-11 du Code de l'environnement pour la rubrique n° 4511.

Sur la base de l'inventaire et de l'état des stocks des substances et mélanges dangereux susceptibles d'être présents dans l'établissement, l'exploitant est en mesure de justifier à tout moment du non franchissement du statut « seuil haut » par dépassement direct ou par la règle du cumul définie à l'article R. 511-11 du Code de l'environnement.

ARTICLE 1.2.1.1 - CONSISTANCE DES INSTALLATIONS

L'établissement comprenant l'ensemble des installations classées, ainsi que leurs installations connexes, est organisé de la façon suivante :

- un bâtiment principal regroupant les ateliers de fabrication Mastic (Atelier 1), Ferrage (Atelier 2) et leurs auvents, le magasin de Matières Premières (sur palettes ou en fûts), une zone technique, deux laboratoires, un patio, des bureaux, services auxiliaires divers et l'atelier de fabrication Pièces (Atelier 3) ;
- un bâtiment de fabrication de mastics pour les véhicules électriques (Atelier BFP) ;
- 5 hangars de stockage (H2 à H6) : hangar H2 (stockages intermédiaires – bacs et fûts, soufre en paillettes, peroxydes sous armoire inflammable), hangar H3 (matières premières liquides ou solides), hangar H4 (pièces détachées, adhésifs, produits finis) et hangar H5 (produits finis, IBC latex), hangar H6 (consommables – fûts métalliques) ;
- un magasin de stockage de produits finis de 3 000 m² ;
- une zone comprenant des cuves de stockage enterrées (matières premières liquides) et des silos aériens (stockage de poudres, résines et billes de verre) ;
- un parc à déchets.

La localisation des installations est précisée sur le plan de masse joint en annexe 1 au présent arrêté.

CHAPITRE 1.3 - CONFORMITÉ AU DOSSIER DE DEMANDE D'AUTORISATION

Les aménagements, installations ouvrages et travaux et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposés, aménagés et exploités conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant.

CHAPITRE 1.4 - DURÉE DE L'AUTORISATION ET CESSATION D'ACTIVITÉ

ARTICLE 1.4.1 - CESSATION D'ACTIVITÉ ET REMISE EN ÉTAT

L'usage futur du site en cas de cessation à prendre en compte est le suivant : usage d'activités économiques ou industrielles.

Les mesures prévues sont les suivantes :

- évacuation et élimination, par des entreprises autorisées, de tous les produits dangereux et déchets présents sur le site ;
- réalisation d'un audit de site et sols pollués afin de déterminer s'il existe une pollution du sol et son degré de pollution ;
- mise en place d'un dispositif de pollution si besoin ;
- nettoyage de la totalité du site (bâtiments et aires extérieures) ;
- démontage et évacuation de tout matériel et/ou bâtiment qui n'ont plus lieu d'être ;
- condamnation de l'accès au site (clôture, grille d'entrée, etc.) et des éléments potentiellement dangereux.

CHAPITRE 1.5 - DOCUMENTS TENUS A LA DISPOSITION DE L'INSPECTION

L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants :

- le dossier de demande d'autorisation initial ;
- les plans tenus à jour ;
- les récépissés de déclaration et les prescriptions générales, en cas d'installations soumises à déclaration non couvertes par un arrêté d'autorisation ;
- les arrêtés préfectoraux associés aux enregistrements et les prescriptions générales ministérielles, en cas d'installations soumises à enregistrement non couvertes par un arrêté d'autorisation ;
- les arrêtés préfectoraux relatifs aux installations soumises à autorisation, pris en application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement ;
- tous les documents, enregistrements, résultats de vérification et registres répertoriés dans le présent arrêté ; ces documents peuvent être informatisés, mais dans ce cas des dispositions doivent être prises pour la sauvegarde des données. Ces documents sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site durant 5 années au minimum.

Ce dossier est tenu en permanence à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site.

CHAPITRE 1.6 - RAPPORT D'INCIDENT OU D'ACCIDENT

Les rapports d'incident et d'accident mentionnés à l'article R. 512-69 du Code de l'environnement sont transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées.

TITRE 2 - PROTECTION DE LA QUALITÉ DE L'AIR

Sauf mention particulière, les concentrations, flux et volumes de gaz ci-après quantifiés sont rapportés à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs).

CHAPITRE 2.1 - CONCEPTION DES INSTALLATIONS

ARTICLE 2.1.1 - CONDUITS ET INSTALLATIONS RACCORDÉES

N° de conduit	Installations raccordées	Puissance ou capacité	Combustible	Autres caractéristiques
Conduit N° 1	Etuve 233 (E233)	/	/	/
Conduit N° 2	Dépoussiéreur Morritz (DM)	/	/	Raccordé à un dépoussiéreur et un charbon actif
Conduit N° 3	BFP	/	/	Raccordé à un dépoussiéreur
Conduit N° 4	Chaudière vapeur	279 kW	/	Atelier ferrage
Conduit N° 5	Générateur d'air chaud	3 x 550 kW	Gaz naturel	Ateliers
Conduit N° 6	Générateur d'air chaud	550 kW	Gaz naturel	Matière première
Conduit N° 7	Chaudière	450 kW	Gaz naturel	Bureaux
Conduit N° 8	Chaudière	450 kW	Gaz naturel	Bureaux
Conduit N° 9	Générateur d'air chaud	2 x 550 kW	Gaz naturel	Entrepôt

ARTICLE 2.1.2 - CONDITIONS GÉNÉRALES DE REJET

	Hauteur en m	Diamètre en m	Débit nominal en Nm³/h	Vitesse mini d'éjection en m/s
Conduit N° 1	4	0,30	450	5
Conduit N° 2	4	0,62	4 900	5
Conduit N° 3	8,6	0,50	7 200	8
Conduit N° 4	7	/	/	/
Conduit N° 5	14	/	/	/
Conduit N° 6	14	/	/	/
Conduit N° 7	10	/	/	/
Conduit N° 8	10	/	/	/
Conduit N° 9	14	/	/	/

CHAPITRE 2.2 - LIMITATION DES REJETS

ARTICLE 2.2.1 - VALEURS LIMITES DES CONCENTRATIONS DANS LES REJETS ATMOSPHÉRIQUES / VALEURS LIMITES DES FLUX DE POLLUANTS REJETÉS

Article 2.2.1.1 - Émissions canalisées

Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration et en flux. On entend par flux de polluant la masse de polluant rejetée par unité de temps. Lorsque la valeur limite est exprimée en flux spécifique, ce flux est calculé, sauf dispositions contraires, à partir d'une production journalière.

Paramètre	Conduit n°1		Conduit n°2		Conduit n°3	
	Concentration mg/Nm³	Flux kg/h	Concentration mg/Nm³	Flux kg/h	Concentration mg/Nm³	Flux kg/h
Poussières, y compris particules fines	40	0,018	40	0,196	40	0,288
COVnm	5	0,00225	110	0,539	110*	0,792
Dioxyde de titane	/	/	/	/	1,12	0,008
Propylène glycol	0,58	0,0002	/	/	/	/
Acide chlorhydrique	5	0,00225	5	0,0245	5	0,036
Plomb	1	0,00045	1	0,0049	/	/
Chrome	0,04	0,00018	0,04	0,000196	/	/

*Valeur à respecter sans tenir compte de la ventilation

De plus, les émissions annuelles de la totalité du site ne dépassent pas les flux suivants :

- poussières (dont les PM2,5) : 13 t/an ;
- hydrocarbures aliphatiques C10-C13 : 3,9 t/an ;
- acide chlorhydrique : 1,66 t/an ;
- plomb : 0,3 t/an ;
- chrome VI : 0,0115 kg/an ;
- chrome III : 0,0115 kg/an ;
- propylène glycol : 0,8 t/an ;
- xylènes : 0,7 t/an

L'exploitant met en œuvre les dispositions démontrant le respect de ces flux annuels.

Article 2.2.1.2 - Émissions diffuses

Le flux annuel d'émissions diffuses de COVNM ne dépasse pas 3 % de la consommation annuelle de solvant.

ARTICLE 2.2.2 - COMPOSÉS ORGANIQUES VOLATILS

L'exploitant tient à jour un Plan de Gestion des Solvants.

Sous un délai de 6 mois après la mise en service de l'atelier BFP, l'exploitant réalise une campagne de mesure des COV en limite de propriété.

Cette campagne est réalisée dans des conditions représentatives de l'activité. Elle comprend notamment un screening et des mesures d'hydrocarbures aliphatiques C10-C13 et de benzène.

Les résultats de la campagne de mesure sont interprétés en termes de risque sanitaire. Dans le cas où les résultats ne permettent pas d'écarter le risque sanitaire, des investigations plus poussées sont réalisées au niveau des habitations.

Les résultats de la campagne sont adressés au préfet.

CHAPITRE 2.3 - SURVEILLANCE DES REJETS DANS L'ATMOSPHÈRE

ARTICLE 2.3.1 - SURVEILLANCE DES ÉMISSIONS ATMOSPHÉRIQUES CANALISÉES

L'exploitant assure une surveillance des rejets n°1, 2 et 3 dans les conditions suivantes :

Rejet	Paramètre	Fréquence	Méthodes de mesure
1	Débit	Annuelle	Selon les normes en vigueur
	Poussières, y compris particules fines		
	Hydrocarbures aliphatiques C10-C13		
	Acide chlorhydrique		
	Plomb		
	Chrome VI		
	Chrome III		

	COVnm		
	Propylène glycol		
2	Débit		
	Poussières, y compris particules fines		
	Hydrocarbures aliphatiques C10-C13		
	Acide chlorhydrique		
	Plomb		
	Chrome VI		
	Chrome III		
	COVnm		
3	Débit		
	Poussières, y compris particules fines		
	COVnm		
	Dioxyde de titane		

CHAPITRE 2.4 - ODEURS

En cas de plainte pour nuisances olfactives, l'exploitant réalise une étude d'évaluation des émissions olfactives.

TITRE 3 - PROTECTION DES RESSOURCES EN EAUX ET DES MILIEUX AQUATIQUES

CHAPITRE 3.1 - PRÉLÈVEMENTS ET CONSOMMATIONS D'EAU

ARTICLE 3.1.1 - ORIGINE ET RÉGLEMENTATION DES APPROVISIONNEMENTS EN EAU

Les prélèvements d'eau dans le milieu, non liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont autorisés dans les quantités suivantes :

Origine de la ressource	Prélèvement maximal annuel
Réseau d'eau public	1 900 m ³ /an

CHAPITRE 3.2 - CONCEPTION ET GESTION DES RÉSEAUX ET POINTS DE REJET

ARTICLE 3.2.1 - POINTS DE REJET

L'exploitant est en mesure de distinguer les différentes catégories d'effluents suivantes :

- eaux usées domestiques et eaux de purges des installations ;
- eaux pluviales de toitures ;
- eaux pluviales de voiries et de parking.

Les réseaux de collecte des effluents générés par l'établissement aboutissent aux points de rejet externes qui présentent les caractéristiques suivantes :

Réf.	Nature des effluents	Exutoire du rejet	Milieu naturel récepteur ou Station de traitement collective	Conditions de raccordement
Pt n°1	Eaux de purge	Réseau séparatif public	Rivière l'Arré	Autorisation de déversement
Pt n°2	Eaux sanitaires			
Pt n°3	Eaux pluviales de toitures et voirie zone sud-est	Réseau séparatif public		
Pt n°4	Eaux pluviales de toitures et voirie zone est			
Pt n°5	Eaux pluviales du parking PL	2 bassins d'infiltration		/

Point de rejet interne à l'établissement	N° : 1 et 2
Nature des effluents	Eaux sanitaires et eaux de purge
Exutoire du rejet	Bassin étanche de 600 m ³ puis réseau séparatif public
Traitement avant rejet	Deshuileur
Conditions de raccordement	Autorisation de déversement
Autres dispositions	Pompe de relevage en sortie du bassin étanche

Point de rejet interne à l'établissement	N° : 3
Nature des effluents	Eaux pluviales de toitures et voirie zone sud-est
Exutoire du rejet	Réseau séparatif public
Traitement avant rejet	Décanteur
Conditions de raccordement	Autorisation de déversement

Point de rejet interne à l'établissement	N° : 4
Nature des effluents	Eaux pluviales de toitures et voirie zone est
Exutoire du rejet	Bassin étanche de 600 m ³ puis réseau séparatif public
Traitement avant rejet	Deshuileur
Conditions de raccordement	Autorisation de déversement
Autres dispositions	Pompe de relevage en sortie du bassin étanche

Point de rejet interne à l'établissement	N° : 5
Nature des effluents	Eaux pluviales parking PL
Exutoire du rejet	2 bassins d'infiltration de 7 105 m ² et 4 820 m ²
Traitement avant rejet	Séparateurs hydrocarbures en amont de chaque bassin

ARTICLE 3.2.2 - CONCEPTION, AMÉNAGEMENT ET ÉQUIPEMENT DES OUVRAGES DE REJET

Les dispositions du présent arrêté s'appliquent sans préjudice de l'autorisation délivrée par la collectivité à laquelle appartient le réseau public et l'ouvrage de traitement collectif, en application de l'article L. 1331-10 du Code de la santé publique. Cette autorisation est transmise par l'exploitant au Préfet.

CHAPITRE 3.3 - LIMITATION DES REJETS

ARTICLE 3.3.1 - CARACTÉRISTIQUES DES REJETS EXTERNES

Les eaux pluviales respectent les valeurs limites en concentration ci-dessous avant rejet au milieu considéré.

Points de rejet référencé n°3, 4 et 5

- Température maximale : 30 °C
- pH compris entre 5,5 et 8,5
- Débit maximal journalier 35 m³/j
- Débit maximum horaire : 3 m³/h

Paramètre	Code SANDRE	Concentration maximale (mg/l)
MES	1305	20
DBO ₅	1313	10
DCO	1314	50
Hydrocarbures totaux	7009	5

CHAPITRE 3.4 - SURVEILLANCE DES PRÉLÈVEMENTS ET DES REJETS

ARTICLE 3.4.1 - RELEVÉ DES PRÉLÈVEMENTS D'EAU

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour limiter les flux d'eau. Notamment la réfrigération en circuit ouvert est interdite.

Les installations de prélèvement d'eau de toutes origines sont munies de dispositifs de mesure totalisateur de la quantité d'eau prélevée. Ce dispositif est relevé hebdomadairement. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et consultable par l'inspection des installations classées.

ARTICLE 3.4.2 - CONTRÔLE DES REJETS

L'exploitant réalise les contrôles suivants :

Pt rejet	Paramètre	Type de suivi	Périodicité de la mesure
3, 4 et 5	Température	24 h asservi au temps	Annuelle
	pH		
	Débit		
	MES		
	DBO ₅		
	DCO		
	Hydrocarbures totaux		

TITRE 4 - PROTECTION DU CADRE DE VIE

CHAPITRE 4.1 - LIMITATION DES NIVEAUX DE BRUIT

ARTICLE 4.1.1 - NIVEAUX LIMITES DE BRUIT EN LIMITES D'EXPLOITATION

Les niveaux limites de bruit ne doivent pas dépasser en limite de propriété de l'établissement les valeurs suivantes pour les différentes périodes de la journée :

	Période de jour : de 7 h à 22 h, (sauf dimanches et jours fériés)	Période de nuit : de 22 h à 7 h, (ainsi que dimanches et jours fériés)
Niveau sonore limite admissible	70 dB(A)	60 dB(A)

ARTICLE 4.1.2 - MESURES PÉRIODIQUES DES NIVEAUX SONORES

Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée un an au maximum après la mise en service de l'installation puis tous les 5 ans.

Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée un an au maximum après la mise en service de l'atelier BFP.

CHAPITRE 4.2 - LIMITATION DES ÉMISSIONS LUMINEUSES

De manière à réduire la consommation énergétique et les nuisances pour le voisinage, l'exploitant prend les dispositions suivantes :

- les éclairages intérieurs des locaux sont éteints une heure au plus tard après la fin de l'occupation de ces locaux ;
- les illuminations des façades des bâtiments ne peuvent être allumées avant le coucher du soleil et sont éteintes au plus tard à 1 heure.

Ces dispositions ne sont pas applicables aux installations d'éclairage destinées à assurer la protection des biens.

L'exploitant du bâtiment doit s'assurer que la sensibilité des dispositifs de détection et la temporisation du fonctionnement de l'installation sont conformes aux objectifs de sobriété poursuivis par la réglementation, ceci afin d'éviter que l'éclairage fonctionne toute la nuit.

CHAPITRE 4.3 - INSERTION PAYSAGÈRE

ARTICLE 4.3.1 - PROPRETÉ

L'exploitant prend toutes les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage. L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence.

L'exploitant prend les mesures nécessaires afin d'éviter la dispersion sur les voies publiques et les zones environnantes de poussières, papiers, boues, déchets...

ARTICLE 4.3.2 - ESTHÉTIQUE

Les abords de l'installation, placées sous le contrôle de l'exploitant sont aménagés et maintenus en bon état de propreté. Les émissaires de rejets et leur périphérie font l'objet d'un soin particulier (plantations, engazonnement...).

En particulier, une haie est implantée en limite de propriété au niveau de la zone de parking poids-lourds et des bassins d'infiltration.

TITRE 5 - PRÉVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES

CHAPITRE 5.1 - CONCEPTION DES INSTALLATIONS

ARTICLE 5.1.1 - DISPOSITIONS CONSTRUCTIVES ET COMPORTEMENT AU FEU

Bâtiment/ local	Dispositions constructives			
	Local, sol, toiture	Murs et planchers	Portes et fermetures	Parois séparatives
Entrepôt de stockage des produits finis	Structure principale R15 Désenfumage surface utile de 2 % de la superficie de chaque canton	Murs et supports de couverture en matériaux de classe A2 s1 d0 Système de couverture BROOF (t3)	/	/
Hangar 4	Structure R15	REI 15	EI 15	REI 120
Hangar 5	Structure R15	REI 15	EI 15	REI 120
Atelier ferrage	/	/	EI 120 (portes du mur séparatif avec le magasin MP)	REI 120 (mur séparatif avec le magasin MP)
Atelier PVC	/	/	EI 120 (portes du mur séparatif avec le magasin MP)	REI 120 (mur séparatif avec le magasin MP)
Atelier pièces	/	/	/	REI 120
Magasin MP	/	/	/	REI 120
Local pompe	Structure R15	Murs REI 30	EI 30	/

Les justificatifs attestant du respect des dispositions constructives spécifiques sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

ARTICLE 5.1.2 - ORGANISATION DES STOCKAGES

Stockage	Dispositions spécifiques			
	Nature des produits stockés	Quantité	Îlotage	Commentaires
Entrepôt de stockage des produits finis	Produits finis conditionnés en fûts, tambours et containers	Quantité maximale de matières combustibles : 24 500 m ³ , soit 2 000 t capacité de 2500 palettes	Stockage en racks Hauteur maximale 6 m	
Hangar 2	Intermédiaires de fabrication Soufre en paillettes Peroxydes organiques classe E	60 t d'intermédiaires dont 5 t de 4511 10 t de soufre 250 kg de peroxydes	Stockage en bacs et en sacs	
Hangar 3	Matières premières	14 tonnes de liquides inflammables et assimilés Produits combustibles, toxiques et/ou dangereux pour l'environnement	Stockage en sacs et fûts	
Hangar 4	Stockage de produits finis conditionnés en fûts et tambours Consommables et matériel de maintenance	200 t dont 55 t de 4511	Stockage en racks	
Hangar 5	Stockage de produits finis en containers Zone de préparation des expéditions	650 t dont 31 t de 4511		

Stockage	Dispositions spécifiques			
	Nature des produits stockés	Quantité	Îlotage	Commentaires
Hangar 6	Emballages métalliques vides (fûts et tambours)	60 palettes d'emballage métalliques (fûts, tambours 20 l ou 50 l)		
Hangar 7	Emballages métalliques vides (fûts et tambours)	70 palettes d'emballages métalliques (fûts de 200l l)		
Atelier ferrage	Matières premières liquides	2 cuves aériennes de 24 m ³		
Atelier PVC	Produits finis non dangereux pâteux	405 t (20 t en moyenne par cuve)	21 cuves	
Atelier pièces	Produits finis	20 t de produits finis butyl préformés		
Atelier BFP	Matières premières liquides	1 cuve de 35 m ³ de 4511 2 cuves de 1,5 m ³ de corrosif 1 cuve de 1,5 m ³ de H410 1 cuve de 1,5 m ³ de H411 1 cuve de 2 m ³ de produit dangereux pour la santé		
Magasin MP	Matières premières (poudres en sacs)	300 t au total dont 4 t de 1450, 20 t de 4510 et 17,5 t de 4511	Stockage en racks et sur palettes	
Stockage enterré	Matières premières	2 cuves de 10 m ³ (90 t de 1436) 11 cuves de 50 m ³ 1 cuves de 25 m ³	14 cuves enterrées	Cuves à double enveloppe et détecteur de fuite
Stockage en silos	Stockage de poudres (carbonate de calcium, PVC et chaux vive) Stockage de verre	7 silos de 100 m ³ 1 silo de 20 t de billes de verre		Chaque silo comporte une soupape de sécurité et une alarme de niveau haut

ARTICLE 5.1.3 - ACCESSIBILITÉ DES ENGINS DE SECOURS À PROXIMITÉ DE L'INSTALLATION

Les portails et barrières sont équipés de dispositifs facilement destructibles ou permettant l'ouverture par polycoise sapeurs-pompiers.

Chaque façade de l'entrepôt de stockage des produits finis est équipée d'au moins une issue piétonne de 1,80 m de largeur, de plain-pied et débouchant directement dans la cellule de stockage pour permettre le passage des sapeurs-pompiers avec dévidoirs.

Au moins une façade de l'entrepôt de stockage des produits finis est desservie par au moins une aire de mise en station des moyens aériens, implantée en dehors des zones d'effets thermiques d'intensité supérieure à 3 kW/m².

ARTICLE 5.1.4 - DISPOSITIFS DE RÉTENTION ET DE CONFINEMENT DES DÉVERSEMENTS ET POLLUTIONS ACCIDENTELLES

En cas d'incendie, le volume d'eau minimal à retenir est de 900 m³. Le dispositif de confinement des eaux d'extinction est constitué par :

- un bassin étanche de 600 m³ ;
- une montée en charge du réseau de collecte (capacité de 780 m³).

Le confinement des eaux incendie est effectué par la fermeture des vannes d'isolement et l'arrêt des pompes de relevage.

Une procédure permettant d'assurer le confinement des eaux d'extinction est mise en œuvre par l'exploitant.

Les eaux d'extinction collectées sont éliminées vers les filières de traitement de déchets appropriés.

ARTICLE 5.1.5 - FORMATION DU PERSONNEL

Outre l'aptitude au poste occupé, les différents opérateurs et intervenants sur le site, y compris le personnel intérimaire, reçoivent une formation sur les risques inhérents des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou accident et sur la mise en œuvre des moyens d'intervention.

Des mesures sont prises pour vérifier le niveau de connaissance et assurer son maintien.

CHAPITRE 5.2 - MOYENS D'INTERVENTION EN CAS D'ACCIDENT ET ORGANISATION DES SECOURS

ARTICLE 5.2.1 - MOYENS DE LUTTE CONTRE L'INCENDIE

L'exploitant dispose de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre et précisés comme ci-après :

- une réserve d'eau constituée au minimum de 600 m³ munie de 4 poteaux d'aspiration ;
- une réserve de 1 000 l d'émulseurs adaptés aux produits présents sur le site ;
- un système de détection automatique d'incendie équipant l'ensemble des zones à risques.

Dans un délai n'excédant pas 6 mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant adaptera le réseau incendie existant pour garantir la disponibilité d'un tiers des besoins en eau sur un réseau sous pression pour les bâtiments et stockages à protéger soit 100 m³/h.

L'exploitant réalise une étude relative à la mise en œuvre de moyens en eau supplémentaires pour le nouvel entrepôt « produits finis ».

L'étude comporte a minima les éléments suivants :

- la justification du respect de la distance minimale de 100 m entre un point d'eau incendie et de chaque accès extérieur de la cellule composant l'entrepôt de stockage des produits finis et d'une distance minimale de 150 m entre chaque point d'eau. Ces distances étant mesurées par les voies carrossables ;
- la mise en œuvre d'un réseau sous pression présentant un débit minimal de 300 m³/h ;
- l'implantation des points d'eau incendie en dehors des zones d'effets des flux thermiques de 5 kW/m² ;

L'exploitation de l'entrepôt de stockage des produits finis est conditionnée à la disponibilité des moyens en eau.

L'étude est transmise sous un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté.

Les moyens sont complétés par les moyens suivants :

- des extincteurs en nombre et en qualité adaptés aux risques, doivent être judicieusement répartis dans l'établissement et notamment à proximité des dépôts de matières combustibles et des postes de chargement et de déchargement des produits et déchets ;
- des robinets d'incendie armés.

ARTICLE 5.2.2 - ORGANISATION

L'exploitant élabore un Plan d'Opération Interne (P.O.I.) en vue de :

- contenir et maîtriser les incidents de façon à en minimiser les effets et à limiter les dommages causés à la santé publique, à l'environnement et aux biens ;

– mettre en œuvre les mesures nécessaires pour protéger la santé publique et l’environnement contre les effets d’accidents majeurs.

Le P.O.I définit les mesures d’organisation, les méthodes d’intervention et les moyens nécessaires que l’exploitant met en œuvre pour protéger le personnel, les populations, la santé publique, les biens et l’environnement contre les effets des accidents majeurs.

Ce plan comporte également :

- les moyens et méthodes prévus, en ce qui concerne l’exploitant, pour la remise en état et le nettoyage de l’environnement après un accident ;
- les modalités prévisionnelles permettant d’assurer la continuité d’approvisionnement en eau en cas de prolongation de l’incendie au-delà de 2 heures.

Il est rédigé sur la base des risques et moyens d’intervention nécessaires analysés dans l’étude de dangers. Il comprend les éléments du plan de défense incendie prévus par l’arrêté ministériel du 11 avril 2017 susvisé.

Il est réexaminé et mis à jour au moins une fois tous les 3 ans ainsi qu’à chaque changement notable porté à la connaissance du préfet par l’exploitant, avant la mise en service d’une nouvelle installation, à chaque révision de l’étude de dangers, à chaque modification de l’organisation, à la suite des mutations de personnels susceptibles d’intervenir dans le cadre de l’application de ce plan.

En cas d’accident, l’exploitant assure la direction du P.O.I., jusqu’au déclenchement éventuel d’un plan de secours externe par le préfet. Il met en œuvre les moyens en personnels et matériels susceptibles de permettre le déclenchement sans retard du P.O.I. Il prend en outre à l’extérieur de son établissement les mesures urgentes de protection des populations et de l’environnement prévues au P.O.I et, s’il existe, au Plan Particulier d’Intervention (P.P.I).

Le P.O.I. est cohérent avec la nature et les enveloppes des différents phénomènes de dangers envisagés dans l’étude de dangers. Un exemplaire du P.O.I. doit être disponible en permanence sur l’emplacement prévu pour y installer le poste de commandement.

Il est diffusé pour information, à chaque mise à jour :

- en double exemplaire à l’inspection des installations classées (DREAL : unité départementale et service Risques) au format papier. Une version électronique et opérationnelle du P.O.I est envoyée conjointement à la version papier à l’inspection des installations classées ;
- au SDIS qui précisera le nombre d’exemplaires à transmettre en fonction des nécessités opérationnelles ;
- à la Préfecture.

L’exploitant doit élaborer et mettre en œuvre une procédure écrite, et mettre en place les moyens humains et matériels pour garantir :

- la recherche systématique d’amélioration des dispositions du P.O.I. ; cela inclut notamment :
 - l’organisation de tests périodiques du dispositif et/ou des moyens d’intervention ;
 - la formation du personnel intervenant ;
 - l’analyse des enseignements à tirer de ces exercices et formations ;
- la prise en compte des résultats de l’actualisation de l’étude de dangers (révision ou suite à une modification notable dans l’établissement ou dans le voisinage) ;
- la revue périodique et systématique de la validité du contenu du P.O.I., qui peut être coordonnée avec les actions citées ci-dessus ;
- la mise à jour systématique du P.O.I. en fonction de l’usure de son contenu ou des améliorations décidées.

Des exercices réguliers sont réalisés pour tester le P.O.I. Ces exercices incluent les installations classées voisines susceptibles d’être impactées par un accident majeur.

Leur fréquence est à minima annuelle. L'inspection des installations classées et le service départemental d'incendie et de secours sont informés à l'avance de la date retenue pour chaque exercice.

Le compte rendu accompagné si nécessaire d'un plan d'actions est tenu à disposition de l'inspection des installations classées.

ARTICLE 5.2.3 - DÉTECTION AUTOMATIQUE D'INCENDIE

Une détection automatique d'incendie avec transmission, en tout temps, de l'alarme à l'exploitant est présente au niveau des stockages et des zones à risques identifiés dans l'étude de dangers. Ces zones comprennent a minima l'entrepôt de stockage, les ateliers de production, le hangar 4, les zones de stockages de liquides inflammables et le local pompe.

Cette détection actionne une alarme perceptible en tout point du bâtiment permettant d'assurer l'alerte précoce des personnes présentes sur le site.

Le type de détecteur est déterminé en fonction des produits stockés. L'exploitant s'assurer que le système permet une détection de tout départ d'incendie tenant compte de la nature des produits stockés et du mode de stockage.

TITRE 6 - PRÉVENTION ET GESTION DES DÉCHETS

CHAPITRE 6.1 - PRODUCTION DE DÉCHETS, TRI, RECYCLAGE ET VALORISATION

Les principaux déchets générés par le fonctionnement normal des installations sont les suivants :

Type de déchets	Code des déchets	Nature des déchets
Déchets non dangereux	20 01 39	Bidons plastiques
	20 01 36	DEEE
	20 03 01	Poubelles
	20 01 01	Cartons, papiers
	15 01 03	Palette
	20 01 38	Bois
	20 01 40	Ferraille non souillée
	17 04 02	Aluminium
Déchets dangereux	08 04 09*	Butyl, mastic et colle
	08 04 15*	Eaux de nettoyage
	13 02 05*	Huiles usagées
	13 05 07*	Eaux et boues hydrocarburées
	14 06 03*	Solvants non chlorés
	15 01 10*	Fûts à rénover IBC latex Métaux souillés MP Kraft Sacs mastics souillés Sacs souillés de chaux
	16 03 05*	Matières premières mortes
	16 10 01*	Cataphorèse
	16 01 10*	Eaux souillées
	20 01 21*	Néon, tubes, lampes

TITRE 7 - DISPOSITIONS FINALES

CHAPITRE 7.1 - DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Elle peut être déférée au Tribunal administratif d'Amiens, 14 rue de Lemerchier, 80000 Amiens, dans le délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

En cas de recours contentieux du tiers intéressé, l'auteur du recours est tenu, à peine d'irrecevabilité du recours contentieux, de le notifier à l'autorité préfectorale et au bénéficiaire de la décision.

La notification intervient par lettre recommandée avec avis de réception, dans un délai de quinze jours francs à compter du dépôt du recours.

Lorsque le droit de former un recours est mis en œuvre dans des conditions qui traduisent un comportement abusif et qui causent un préjudice au bénéficiaire de l'autorisation, celui-ci peut demander, par un mémoire distinct, au juge administratif saisi du recours de condamner l'auteur de celui-ci à lui verser des dommages et intérêts. La demande peut être présentée pour la première fois en appel.

Le Tribunal administratif peut être saisi au moyen de l'application Télérecours citoyen accessible sur le site www.telerecours.fr.

CHAPITRE 7.2 - PUBLICITÉ

Un extrait du présent arrêté est affiché en mairie de Saint-Just-en-Chaussée pendant une durée minimum d'un mois et une copie du présent arrêté est déposée aux archives de la mairie pour être mise à disposition de toute personne intéressée.

Le maire de Saint-Just-en-Chaussée fait connaître, par procès verbal adressé à l'autorité préfectorale, l'accomplissement de cette formalité.

L'arrêté est également publié pendant une durée d'au moins quatre mois sur le site internet « Les services de l'État dans l'Oise » au recueil des actes administratifs, à savoir :

<http://www.oise.gouv.fr/Publications/Publications-legales/Recueils-des-actes-administratifs-RAA>

L'information des tiers s'effectue dans le respect du secret de la défense nationale, du secret industriel et de tout secret protégé par la loi.

CHAPITRE 7.3 - EXÉCUTION

Le secrétaire général de la préfecture de l'Oise, le sous-préfet de Clermont, le maire de Saint-Just-en-Chaussée, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement des Hauts-de-France, le directeur départemental des territoires de l'Oise et l'inspecteur de l'environnement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Beauvais, le 02 FEV. 2026

Pour le Préfet et par délégation,
le Secrétaire Général,



Frédéric BOVET

Destinataires :

La société REVOCOAT FRANCE

Le sous-préfet de Clermont

Le maire de la commune de Saint-Just-en-Chaussée

Le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Hauts-de-France

L'inspecteur de l'environnement s/c du chef de l'unité départementale de l'Oise de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Hauts-de-France

ANNEXE 1 : Plan de masse du site



